



analyse

Par **Pierre Raffard**, docteur en géographie, enseignant et chercheur à l'ILERI et auteur de l'ouvrage *Géopolitique de l'alimentation et de la gastronomie* (Le Cavalier Bleu, 2021).

**Photo ci-dessus :**

Pendant près de cinq mois, environ 20 millions de tonnes de céréales ont été bloquées aux frontières ukrainiennes, notamment dans les ports des pourtours de la mer Noire et de la mer d'Azov, en raison de l'offensive militaire russe. Les deux géants agricoles, la Russie et l'Ukraine, représentent un tiers des échanges de blé dans le monde. Plus précisément, cette céréale représente 90 % des échanges commerciaux réalisés depuis Kiev vers le continent africain. L'Égypte illustre par exemple cette dépendance en se procurant 70 % de son blé en Russie et 20 % en Ukraine. (© Shutterstock)



## L'alimentation, l'autre terrain géopolitique

À lui seul, et alors que la question alimentaire était désormais devenue dans les pays développés un sujet léger, amusant et récréatif, le conflit actuel entre la Russie et l'Ukraine a brusquement rappelé l'importance de l'alimentation dans le jeu géopolitique et son rôle dans la stabilité des États.

**E**n ce jeudi 9 juin 2022, la demande officielle que formule Volodymyr Zelensky d'exclure la Russie de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) fait l'effet d'une petite bombe parmi les représentants de l'OCDE venus écouter le président ukrainien. Pour Kiev, la riposte internationale ne peut tergiverser face à la stratégie russe de blocage des ports de la mer Noire et de paralysie des exportations ukrainiennes, en particulier agricoles. Au fil des semaines, l'alimentation est en effet devenue un enjeu de plus en plus central dans la guerre militaire et communicationnelle que se livrent les deux pays. Central pour une économie ukrainienne pouvant se targuer avant le début du conflit de s'être hissée au rang de premier producteur mondial de tournesol, cinquième de maïs, septième d'orge et de colza et huitième de blé (1). Central aussi pour la Russie, bien décidée à faire de l'arme

alimentaire un puissant moyen de pression pour faire plier Kiev et la communauté internationale. Central, enfin, pour nombre de pays étrangers affolés par la durée du conflit, car dépendant étroitement des importations russes et/ou ukrainiennes pour garantir la sécurité alimentaire de leurs populations.

### L'alimentation, un objet sous-estimé de la géopolitique ?

Lorsque la revue *Business Week* publie dans son édition du 15 décembre 1975 l'article « US Food Power : Ultimate Weapon in World Politics » (2), rares sont alors les décideurs politiques à percevoir l'importance que peut avoir le levier alimentaire au sein de l'arsenal diplomatique et militaire américain. Pour son auteur Earl Butz, alors secrétaire d'État à l'agriculture de l'administration Nixon, le rôle stratégique de l'alimentation ne fait



pourtant pas de doute. En pleine guerre froide, le choc pétrolier de 1974 et l'attitude des États membres de l'OPEP ont en effet montré que les outils coercitifs historiques ne suffisaient plus et que la puissance américaine devait s'exprimer à travers de nouveaux canaux. En quelques mois seulement, la stratégie de « l'arme alimentaire » (*food weapon*) portée par Butz est rapidement suivie d'effets. Pour Washington, les surplus agricoles nationaux se transforment en véritable aubaine géopolitique permettant de renforcer sans coup férir son hégémonie sur les échanges commerciaux, de prendre

“ Depuis l'Antiquité, récits guerriers, comptes rendus de batailles et autres mémoires militaires n'ont eu de cesse d'insister sur l'indispensable contrôle des ressources agricoles, alimentaires et aquatiques. ”

l'avantage sur un rival soviétique alors en proie à de profondes difficultés agricoles et de s'attacher, grâce à une aide alimentaire généreusement distribuée, la dépendance de pays incapables de trouver une solution à leur insécurité alimentaire chronique.

Si la célébrité de Butz tient à son talent de théoricien, l'utilisation empirique de l'arme alimentaire n'a toutefois pas attendu 1975 pour se déployer. Depuis l'Antiquité, récits guerriers, comptes rendus de batailles et autres mémoires militaires n'ont eu de cesse d'insister sur l'indispensable contrôle des ressources agricoles, alimentaires et aquatiques. Dès le VIII<sup>e</sup> siècle av. J.-C., Homère consacre ainsi plusieurs passages de son *Iliade* à cette stratégie militaro-alimentaire, rappelant les difficultés d'approvisionnement auxquelles furent confrontés les Troyens assiégés par l'armée grecque (3). Quelques siècles plus tard, le récit que

fait Jules César du siège d'Alésia dans sa *Guerre des Gaules* explique dans le détail la manière de terrasser ses ennemis en leur coupant tout moyen de ravitaillement.

Techniques géostratégiques d'un autre âge ? Rien n'est moins sûr. En pleine Seconde Guerre mondiale, la mise en place du « Hungerplan » par le Reich hitlérien fait là encore de l'approvisionnement alimentaire un enjeu central dans la guerre contre l'Union soviétique. Pour l'administration allemande, il est en effet essentiel que la percée orientale de la Wehrmacht se traduise par un accaparement des ressources agricoles des territoires occupés. L'objectif est double. D'une part, il s'agit de mettre la main sur

## L'aide alimentaire : entre compassion et géostratégie

Face à de telles situations, l'aide alimentaire désormais tant médiatisée par les États donateurs, ONG et autres fondations philanthropiques est devenue un objet ambigu jouant autant sur le registre d'une générosité bien réelle que sur celui d'objectifs géopolitiques plus ou moins camouflés. Au mois d'août 2020, c'est sur les ruines encore fumantes du port de Beyrouth que s'est donnée à voir la capillarité existant entre aide d'urgence et manœuvre diplomatique. Il ne fallut que quelques jours (heures ?) pour que les annonces d'un soutien sans faille prononcées par les nombreux émissaires étrangers accourus sur place après le



de nouveaux canaux d'approvisionnement pour répondre aux besoins gigantesques de l'armée allemande. De l'autre, l'accaparement des ressources agricoles représente un des piliers de la politique globale d'extermination des populations slaves et juives d'Europe orientale (4). Plus récemment encore, le siège puis la prise par les forces russes de plusieurs villes ukrainiennes comme Marioupol ou Kherson, et les descriptions tragiques des pénuries rencontrées, ont rappelé que le contrôle des ressources alimentaires représente encore un élément fondamental dans le déroulé de tout conflit militaire, quel que soit le lieu, quelle que soit l'époque.

drame se muent en une course effrénée à la défense de leurs intérêts nationaux. Pour la France, il s'agit de réaffirmer son influence sur le Liban afin de participer à la résolution de la crise politique et institutionnelle que traverse le pays. Pour Ankara, l'envoi d'une importante aide humanitaire s'inscrit dans la nouvelle orientation de la diplomatie turque consistant à aider les pays de la région en difficulté (Syrie, Libye, etc.) pour mieux y étendre son influence. Pour la Chine, Beyrouth représente un point d'appui stratégique en Méditerranée pour son projet global de nouvelles routes de la soie. Pour Israël, enfin, il s'agit d'une occasion à saisir pour faire retomber la pression avec le pays et

### Photo ci-dessus :

À Odessa, en août 2021, les cales des navires étaient chargées de céréales, puis exportées à l'international par voie maritime. Grâce à l'accord conclu le 22 juillet 2022 entre Kiev et Moscou, sous l'égide de la Turquie et des Nations Unies, le trafic pourrait reprendre progressivement via des corridors depuis les ports d'Odessa, de Tchornomorsk et de Loujni. Le 1<sup>er</sup> août 2022, c'est rempli de céréales que le navire *Razoni* a quitté les rives ukrainiennes en direction du port de Tripoli, au Liban. (© Shutterstock)



# Points chauds

redorer son blason auprès d'une population libanaise majoritairement hostile à l'État hébreu. Pour l'ensemble de ces pays (auxquels s'ajoutent notamment la Russie et le Qatar), l'objectif est enfin de positionner ses intérêts en vue de la reconstruction future du port. Stratégie du « cheval de Troie » condamnable pour certains, rouerie diplomatico-économique de bon aloi pour d'autres, l'aide humanitaire cristallise aujourd'hui la puissance silencieuse de l'arme alimentaire.

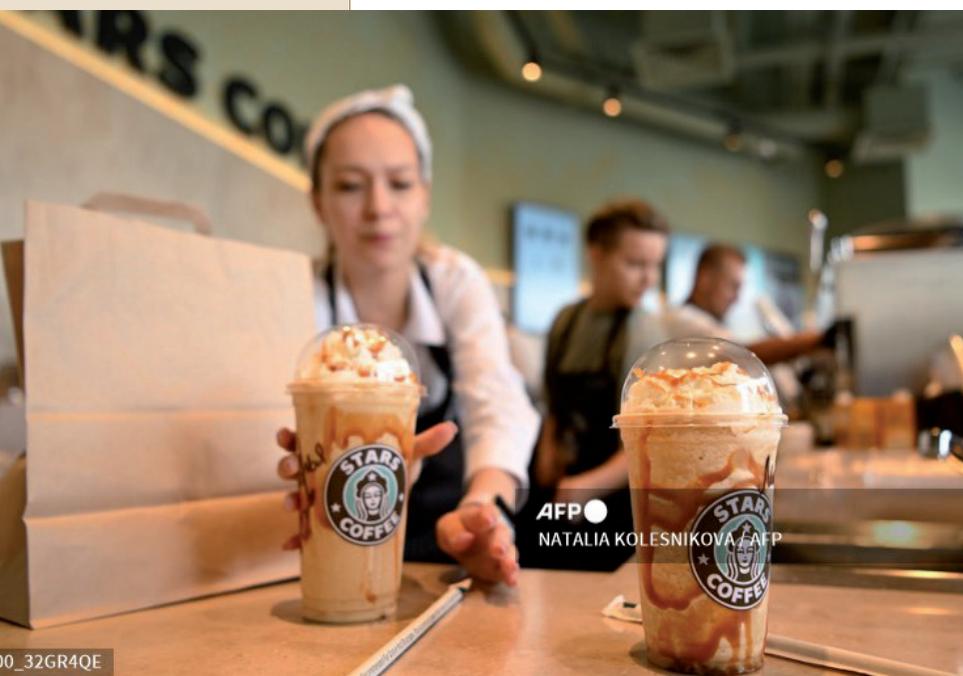
## La guerre culinaire est déclarée

À quelques encablures du champ de bataille, c'est sur le terrain des représentations que se déploie un autre type de guerre alimentaire, moins meurtrier certes, mais à la portée symbolique et idéologique néanmoins bien réelle. En 2020, et alors que les tensions entre l'Ukraine et la Russie ne cessent de s'affermir, un *tweet* publié sur le compte du gouvernement russe présentant le borscht (5) comme « l'un des plats les plus connus et les plus appréciés de la cuisine russe » provoque la colère

Mauritanie. Sans doute anecdotique sur la forme, la « guerre du couscous » intervient pourtant dans un contexte géopolitique alors tendu autour de la question du Sahara occidental. La reconnaissance par Washington au mois de décembre 2020 de la « marocanité » de la région passe en effet mal auprès d'un gouvernement algérien engagé plus ou moins officiellement aux côtés de la guérilla indépendantiste du Polisario.

Même au sein de régions politiquement plus stables, les revendications culinaires peuvent cristalliser des oppositions plus ou moins profondes entre des États cherchant à s'affirmer vis-à-vis de leurs voisins. Ainsi de la querelle à fleurets mouchetés entre le Chili et le Pérou sur les origines du pisco, une eau-de-vie produite à partir de raisin. Héritages de l'animosité réciproque née

*“ Pour la Russie, la stratégie gastro-militaire se déploie donc dans trois directions : affamer les populations rivales, frapper durement une économie ukrainienne largement dépendante de ses exportations agricoles, mettre enfin la pression sur une communauté internationale apeurée par le spectre d'une pénurie planétaire. ”*



00\_32GR4QE

AFP  
NATALIA KOLESNIKOVA/AFP

## Photo ci-dessus :

Après le retrait des *fastfoods* américains du territoire russe à la suite du déclenchement de la guerre en Ukraine, Moscou accueillait le premier « Vkousno i totchka », remplaçant du McDonald's, en rencontrant un certain succès. Depuis l'été 2022, Starbucks a été troqué pour Stars Coffee, la nouvelle enseigne russe qui calque le concept et reprend 130 magasins délaissés par l'américain, en ajoutant la coiffe traditionnelle russe « kokochnik » au logo. (© Natalia Kolesnikova/AFP)

du chef ukrainien Yevhen Klopotenko. En quelques semaines, son combat pour la reconnaissance de « l'ukrainianité » du plat devient un symbole de résistance face aux tentatives de Moscou de russification de l'héritage culturel ukrainien. « Beaucoup de choses ont été enlevées à l'Ukraine, mais jamais ils ne nous prendront le borscht. J'ai compris que nous devons défendre ce qui nous appartient », clame ainsi Klopotenko au journaliste du *New York Times* venu l'interroger sur les raisons de sa croisade gastro-politique (6).

Cette bataille du borscht n'est pas sans rappeler celle, encore plus récente, qui éclate en 2021 entre le Maroc et l'Algérie suite aux déclarations maladroites du ministre marocain de la Culture, Mohamed Mehdi Bensaid, annonçant sa volonté d'obtenir un label spécifique auprès de l'UNESCO pour le couscous marocain. Il n'en fallait pas plus pour provoquer une levée de boucliers en Algérie où de nombreuses voix s'élèvent pour rappeler que l'inscription du plat a justement fait l'objet d'une candidature commune de l'Algérie, du Maroc, de la Tunisie et de la

à la suite de la victoire chilienne lors de la guerre du Pacifique de 1879-1883 pour certains, les débats houleux qui opposent actuellement les deux pays sont toutefois animés par des considérations finalement moins nationalistes que mercantiles. À l'heure où seul le Pérou est autorisé à utiliser la dénomination « pisco » sur les marchés européens et nord-américains, reconnaître une origine chilienne rebattrait les cartes d'un secteur paradoxalement dominé par la production chilienne, bien supérieure à celle du Pérou. Un exemple parmi tant d'autres de la guerre, économique cette fois, qui se joue dans et autour de l'assiette.

## Guerre économique et arme alimentaire

Salles de marchés, cours boursiers et intérêts économiques ne sont jamais très éloignés du champ de bataille, qu'il soit militaire ou symbolique. Peut-il en être autrement, alors que le secteur agroalimentaire répond tout de même, ne l'oublions pas, au besoin essentiel et vital de l'humanité, celui de se nourrir ? Là encore, les évolutions récentes du conflit entre la Russie et l'Ukraine ont rappelé combien l'alimentation était au cœur d'enjeux militaires, politiques et économiques étroitement imbriqués. La guerre s'est en effet réellement internationalisée à partir du moment où les difficultés de l'Ukraine à soutenir ses exportations agricoles ont entraîné des ruptures sur les chaînes d'approvisionnement et une augmentation mécanique



du cours des matières premières (blé, tournesol, maïs, colza, etc.). Les premières interrogations concernant la capacité des agriculteurs ukrainiens à réaliser les récoltes de l'année 2022 et à préparer celles de 2023 ont rapidement laissé place, dans le sillage de la mise à l'arrêt des principaux ports du pays (Odessa, Marioupol), à la crainte bien réelle de voir de nombreux pays, notamment africains, ne pouvoir garantir la sécurité alimentaire de leurs populations. Pour la Russie, la stratégie gastro-militaire se déploie donc dans trois directions : affamer les populations rivales, frapper durement une économie ukrainienne largement dépendante de ses exportations agricoles, mettre enfin la pression sur une communauté internationale apeurée par le spectre d'une pénurie planétaire.

Malgré les récentes déclarations du ministre américain de l'Agriculture, Tom Vilsack, appelant — ironie de l'histoire — à « ne pas utiliser l'alimentation comme une arme (7) », Washington a longtemps été le champion dans l'imposition de sanctions économiques aux pays considérés comme rivaux. En 2003, le refus du gouvernement français de s'engager aux côtés de l'Amérique sur le terrain irakien aboutit à la mise en place par Washington de nouvelles taxes douanières sur les produits alimentaires français. En 2017, l'interdiction quasi totale faite au Venezuela d'accéder aux marchés financiers internationaux renforce la crise économique dans laquelle est plongé le pays depuis 2013. Elle participe aussi à l'apparition de nouveaux problèmes structurels profonds : inflation vertigineuse, pénurie des biens de consommation courants, apparition de phénomènes de sous-nutrition parmi les populations les plus vulnérables, dynamiques migratoires pour fuir le pays, etc. Une responsabilité loin d'être anecdotique puisque l'inflexibilité américaine aurait participé à faire augmenter significativement la prévalence de la faim, celle-ci passant de 3,6 % entre 2010-2012 à 11,7 % entre 2015-2017 (8).

À lui-seul, le secteur du vin s'est transformé en terrain d'expression privilégié des guerres commerciales que se livrent les acteurs internationaux, publics comme privés. En 2020, la décision de l'administration américaine d'imposer une taxe supplémentaire de 25 % sur les importations de vins et spiritueux en provenance d'Europe plongea pendant plusieurs mois les filières vitivinicoles françaises dans l'expectative (9). Plus récemment encore, les appels du gouvernement australien à ce que soit menée une enquête indépendante sur les origines du coronavirus se soldèrent par la décision de Pékin d'imposer une série de surtaxes sur les importations de vins australiens.

## Gastrodiplomatie : le *soft power* alimentaire en action

Face à ces formes coercitives de la puissance, cuisine et alimentation sont aussi devenues depuis plusieurs années le terrain d'expression d'une autre compétition, à bas bruit cette fois, se déployant moins sur le champ de bataille que dans l'esprit des mangeurs. Pilier historique de l'action diplomatique, l'utilisation de la cuisine comme outil de *soft power* a paradoxalement été longtemps ignorée par des décideurs politiques leur préférant des formes d'influence peut-être moins « triviales ». Carence pour le moins surprenante tant l'alimentation trouve dans les trois piliers théoriques du *soft power* (la culture, les systèmes de représentation et la politique étrangère) des champs privilégiés d'expression (10). Du succès mondial pour le fast-food nord-américain à l'engouement pour la cuisine japonaise, nombreux



sont les exemples de références culinaires à avoir bouleversé, hors de leurs territoires d'origine, les habitudes de consommation ainsi que les systèmes de valeurs des sociétés locales.

Si la notion de *soft power* alimentaire a donc peiné à susciter un réel engouement, celle de gastrodiplomatie a pour sa part connu un succès immédiat dès sa formulation au début des années 2000. Capacité du néologisme à jouer sur la corde sensible de notre fascination pour la sphère diplomatique ? Ou, plus concrètement, à apporter des solutions opérationnelles à des acteurs politiques désireux de promouvoir leurs intérêts à l'échelle internationale ? Inventeur du terme « gastrodiplomatie », le chercheur américain Paul Rockower y voit une « forme particulière de diplomatie publique qui mêle diplomatie culturelle, diplomatie culinaire et construction d'une image de marque nationale pour rendre palpable au goût et au toucher une culture étrangère (11) ».

Cette dimension sensible et émotionnelle, plusieurs États modestement influents sur la scène internationale ont fait le pari de l'utiliser à leur profit pour tenter d'accéder au statut d'interlocuteur crédible et respecté et, ainsi, se faire une place dans le concert des nations. Pionnière dans l'instauration d'une gastrodiplomatie conquérante, la Thaïlande a tracé une voie que de nombreux pays n'ont pas hésité à suivre. En 2002, le gouvernement décide de lancer le programme « Global Thai » pour encadrer et encourager la diffusion de la cuisine thaïe hors des frontières du royaume. Un soutien logistique et financier est ainsi apporté aux entrepreneurs souhaitant ouvrir un restaurant thaïlandais, tout comme sont facilités l'approvisionnement en produits locaux ou le recrutement de chefs qualifiés. Les résultats sont rapidement au rendez-vous et débouchent sur deux nouveaux programmes — « Thailand: Kitchen of the World » puis « Thailand's Brand » — dont l'objectif est désormais de

## Photo ci-dessus :

Préparé comme ici sur les bateaux du marché flottant d'Amphawa, près de Bangkok, le *pad thai* est devenu un classique de la cuisine mondiale. En 2002, le gouvernement thaïlandais a lancé le « Global Thai », un programme de gastrodiplomatie qui doit répandre les saveurs et plats thaïlandais à travers le monde, en accordant par exemple des prêts à ses ressortissants pour faciliter l'ouverture de restaurants. De fait, dès 2014, un quart des restaurants en Australie proposait une cuisine thaïlandaise. (© Shutterstock)





# Points chauds

## Pour aller plus loin

Pierre Raffard, *Géopolitique de l'alimentation et de la gastronomie*, Le Cavalier Bleu, 2021, 192 p.



faire connaître et de promouvoir la cuisine à destination des consommateurs étrangers. Les réalisations sont multiples, allant de la mise en place de campagnes internationales de communication à la délivrance de labels d'excellence et « d'authenticité » aux établissements étrangers respectant le cahier des charges édicté par le ministère du Commerce thaïlandais.

Près de vingt ans après le lancement de cette diplomatie de la table, les résultats sont là. Le nombre total de restaurants thaïs hors des frontières du pays est ainsi passé de 5 500 au début des années 2000 à plus de 15 000 aujourd'hui, permettant une augmentation notable des exportations agroalimentaires thaïlandaises. Sur un plan plus gastronomique, une étude menée en 2019 par le cabinet britannique YouGov auprès de 25 000 personnes réparties dans 24 pays faisait en outre apparaître que la cuisine thaïe occupait désormais la quatrième place des cuisines les plus plébiscitées, derrière la cuisine italienne, chinoise et japonaise.

Historiquement centrée sur les pays asiatiques (Corée, Taïwan, Indonésie), la planète gastrodiplo-matiqua a néanmoins essaimé hors du continent et vu émerger de nouvelles polarités. Parmi elles, le Pérou fait aujourd'hui figure de réussite. Dans le sillage de quelques chefs à la renommée internationale (Gastón Acurio, Virgilio Martínez, Pía León, etc.), le pays décide de capitaliser sur cette appétence pour la cuisine péruvienne. Alors qu'une candidature est déposée à l'UNESCO pour la faire figurer sur sa liste du patrimoine culturel immatériel, le gouvernement donne en 2013 le coup d'envoi de la campagne de communication « *Cocina peruana para el mundo* » qui séduit le grand public autant qu'elle le surprend. En plus du désormais « traditionnel » soutien logistique à l'ouverture de restaurants péruviens, le Pérou fait le pari d'appuyer sa communication sur des stars internationales. Aux côtés des figures nationales Mario Vargas Llosa, Javier Wong ou Adolfo Perret, événements promotionnels et spots publicitaires mettent

ainsi en scène l'actrice Eva Mendes, l'ancien vice-président américain Al Gore ou encore le chef Anthony Bourdain. En quelques années, ceviches, tamales et autres chicharrones se font une place de choix dans le paysage alimentaire des métropoles mondialisées, tandis que dans le même temps, guides et critiques culinaires font de Lima la nouvelle Rome de la planète gastronomique. Entre vecteur d'influence, catalyseur commercial et caisse de résonance médiatique, la gastrodiplo-matiqua s'est hissée au rang d'arme de séduction massive, « la meilleure voie pour gagner les cœurs et les esprits » (Rockower).

Pierre Raffard

## Notes

(1) FAO, « Crops and livestock products » (<https://www.fao.org/faostat/en/#data/QCL>).

(2) Earl Butz, « US Food Power: Ultimate Weapon in World Politics », *Business Week*, 15 décembre 1975, p. 54-60 (<http://la.utexas.edu/users/hcleaver/357L/357LUSFoodPowerBW1975table.pdf>).

(3) Michel Woronoff, « Neuf années de Guerre de Troie », *Pallas*, 84, 2010, p. 287-297 (<https://journals.openedition.org/pallas/3463>).

(4) Christopher R. Browning, *The Origins of Final Solution: The Evolution of Nazi Jewish Policy, September 1939-March 1942*, Lincoln, University of Nebraska Press, 2007.

(5) Le borscht est une soupe de betterave commune à plusieurs pays slaves.

(6) Maria Varenikova et Andrew E.Kramer, « A New Front Opens in the Russia-Ukraine Conflict: Borscht », *The New York Times*, 4 novembre 2020 (<https://www.nytimes.com/2020/11/04/world/europe/russia-ukraine-borscht.html>).

(7) Belga, « Guerre en Ukraine et céréales : les États-Unis exhortent la Russie à accepter l'ouverture des ports ukrainiens », *RTBF*, 16 juin 2022 (<https://www.rtf.be/article/guerre-en-ukraine-et-cereales-les-etats-unis-exhortent-la-russie-a-accepter-louverture-des-ports-ukrainiens-11014009>).

(8) FAO, « Latin America and the Caribbean Regional Overview of Food Security and Nutrition 2018 », Santiago, 2019 (<https://www.fao.org/3/ca2127en/ca2127en.pdf>).

(9) Cette décision s'inscrivait dans le différend opposant depuis 2004 l'entreprise européenne Airbus et son concurrent américain Boeing.

(10) Pour une théorisation de la notion de *soft power* alimentaire, voir Christian Reynolds, « The Soft Power of Food: A Diplomacy of Hamburgers and Sushis? », *Food Studies: An Interdisciplinary Journal*, 1(2), janvier 2012, p. 47-60 ([https://www.researchgate.net/publication/261760629\\_The\\_Soft\\_Power\\_of\\_Food\\_A\\_Diplomacy\\_of\\_Hamburgers\\_and\\_Sushi](https://www.researchgate.net/publication/261760629_The_Soft_Power_of_Food_A_Diplomacy_of_Hamburgers_and_Sushi)).

(11) Paul S. Rockower, « Recipes for gastrodiplo-macy », *Place Branding and Public Diplomacy*, 8(3), août 2012, p. 235.

“ Pilier historique de l'action diplomatique, l'utilisation de la cuisine comme outil de soft power a paradoxalement été longtemps ignorée par des décideurs politiques leur préférant des formes d'influence peut-être moins « triviales ». ”



## Photo ci-contre :

Le *halloumi* pour les Hellènes — ou *hellim* pour les turcophones — est ce fromage traditionnel chypriote qui figure depuis avril 2021 au registre européen des appellations d'origine protégée (AOP). Le dépôt du dossier en 2014 auprès des instances européennes s'inscrivait d'abord dans une logique économique, puis dans une volonté d'apaisement entre les deux versants de Chypre, celui du Nord étant occupé par l'armée turque. Les normes alimentaires imposées par le cahier des charges européen pourraient toutefois ne pas faire l'unanimité. (© Shutterstock)